

Développement économique des collectivités territoriales

Cours de 12 heures

Assuré par le Professeur Géraldine CHAVRIER

Faculté de droit et de la santé de l'université de Lille II

Directrice adjointe du Groupement de Recherches sur l'Administration Locale en Europe (GRALE-GIS CNRS)

Introduction : L'importance de l'aide au développement économique local

- A) L'importance en chiffre de l'interventionnisme économique local
 - 1. Par catégorie de collectivités et par types d'aides
 - 2. Par secteur d'activité
- B) L'importance en fait de l'interventionnisme économique local
 - 1. Pour certains projets (TPE)
 - 2. Pour les ressources locales
 - 3. En cas d'intégration dans une logique de développement durable

Section première :

Nouveaux défis, nouveaux réflexes

I) Le défi : l'efficacité de l'action publique // Le réflexe : programme de développement et évaluation.

Paragraphe premier : Les mauvais constats et la faiblesse des réactions nationales

- A) Du rapport CGP de 1996 à l'abrogation du dispositif de contrôle des fonds publics accordés aux entreprises...
- B) La multiplication des rapports critiques (janvier 2006 et janvier 2007) et le silence du législateur

Paragraphe second : La programmation et l'évaluation nécessaires de l'action de la collectivité

- A) Les étapes du projet de développement et le règlement général des aides
 - 1. Les étapes de réalisation d'une projet de développement
 - 2. L'intérêt d'un règlement général des aides
- B) Comment évaluer ? Guides, ouvrages, aides externes à disposition des collectivités
 - 1. La méthode de l'évaluation selon le Conseil National de l'évaluation
 - 2. Les aides complémentaires

II) Le défi : la sécurité juridique // le réflexe : combiner droit national et communautaire

Paragraphe premier : Contrôle et sanction des aides illégales

A) Les contrôles croissants sur les aides aux entreprises

1. Le contrôle du préfet depuis la loi de février 2002, et le contrôle de la Commission européenne
2. Les juridictions nationales et communautaires

B) La répétition de l'indu et la responsabilité pécuniaire des collectivités pour défaillance dans la récupération de l'aide

1. Le mécanisme de la répétition de l'indu : délais, intérêts, et procédure.
2. La responsabilité pécuniaire de la collectivité territoriale responsable de la non récupération

Paragraphe deuxième : Le respect du cadre juridique national

A) Autorisation et finalités des aides locales

B) Modalités autorisées : la fin de la distinction aides directes et indirectes.

C) Limites au principe de liberté d'intervention

1. Respect des missions de l'Etat
2. Respect des principes d'égalité et de liberté du commerce et de l'industrie

Paragraphe troisième : Superposition et respect du cadre juridique communautaire

A) La notion d'aides d'Etat et leur incompatibilité avec le marché commun

B) Les dérogations

1. Les dérogations prévues par le traité
2. Les Dérogation praeter legem (à l'origine) : de minimis

C) Les risques et obligations qui résultent du cadre communautaire

1. Les risques liés aux cumuls des aides et à la définition régionale des régimes d'aides directes
2. L'obligation de notification : principe, procédure et règles de prudence.

III. L'enjeu : un développement local équilibré / le réflexe: coordonner territorialement les actions

Paragraphe premier : La région, collectivité coordinatrice principale

A) Le Schéma régional de développement économique

B) La concertation régionale de crise

C) La complémentarité contractuelle

Paragraphe second : L'Etat, coordinateur secondaire

A) Les contrats Etat/collectivités territoriales

- B) Le zonage PAT et l'aménagement du territoire

Paragraphe troisième : La coordination intercommunale et la logique de projet

- A) Développement économique et compétences obligatoires des EPCI
- B) La place de l'intercommunalité dans le développement local actuel

Paragraphe quatrième : Les collectivités et l'Etat, partenaires dans les pôles de compétitivité

Section seconde:
Typologie des principales aides et régime juridique.

Paragraphe premier : Les aides aux pré - projets et projets de création d'entreprises

- A) Les incubateurs et fonds d'amorçage
 - 1. Les Incubateurs
 - 2. Les fonds d'amorçage
- B) Les subventions aux organismes d'aides à la création d'entreprises
 - 1. Importance des réseaux d'organismes distributeurs
 - 2. Précautions et règles à respecter.

Paragraphe deuxième : Les aides à l'immobilier d'entreprise

- A) Le régime juridique applicable
 - 1. Les aides aux fonciers avant et après la loi du 13 août 2004
 - 2. La détermination de la subvention ou du rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de bâtiments existants
- B) Typologie sélective des aides à l'immobilier d'entreprises
 - 1. La location gérance
 - 2. Le crédit-bail et la VEFA
 - 3. Les pépinières et ateliers-relais.

Paragraphe troisième : Les garanties d'emprunt

- A) Régime juridique
- B) Risques et conseils

Bibliographie très sélective :

Le meilleur ouvrage, pour un professionnel, est le code commenté qui correspond : en l'espèce le code général des collectivités territoriales (et le code de l'urbanisme mais la partie est assurée par P. DELIVET)

Voir aussi :

G. AUJALEU : *Les aides des collectivités locales aux entreprises ; Les attribuer et les percevoir, Mobiliser les fonds*. Ed. du Moniteur, Coll. les Guides juridiques, 2002 (**Attention pas à jour mais excellent sur les parties encore d'actualité et unique en son genre**)

S. CAUDAL et J.F SESTIER : *Les collectivités locales et l'entreprise*, LGDJ, décentralisation et développement local , 2002 (**même remarque**)

CUARESMA, PECQUEUR : *Mener un projet de développement local*, 1997, Paris, les éditions d'organisation.

D. GASSMANN, H. PARCINEAU : *Guide des financements européens pour les entreprises : tout savoir sur les mécanismes des aides européennes* / Chambre de commerce et d'industrie de Paris ; [Daniel Gassmann et Hervé Parcineau], Edition Paris : Gualino éd. : Chambre de commerce et d'industrie de Paris : EuroInfoCentre, 2004

D. HOORENS, C. CHEVALLIER : *L'enjeu économique de l'investissement public et de son financement : la spécificité du secteur local* . Edition Paris : Dexia : LGDJ , DL 2006

J-L LEVET, C. ASTIE-GRIFFITH, C. GAVINI , J. GUELLEC : *Les aides publiques aux entreprises : une gouvernance, une stratégie*/ Commissariat général du plan 2004 ;

J. MENGIN: *Développement local et politiques d'aménagement du territoire* ; Avis du Conseil économique et social ; présenté au nom de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire par Jacqueline Mengin , Edition Paris: les Editions des Journaux officiels , 1998

M. TROPER (Dir.) : *Interventionnisme économique et pouvoir local en Europe : séminaire constitutionnel tenu à Paris en 1998*, Edition Paris : Economica , 2000